

## Devant la Fondation Abbé-Pierre, le grand oral des candidats sur le logement

PAR FAÏZA ZEROUALA

ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 3 FÉVRIER 2022



Anne-Sophie Lapix et Jean-Luc Mélenchon le 2 février 2022 lors de l'oral organisé par la Fondation Abbé-Pierre. © Geoffroy VAN DER HASSELT / AFP

Les candidats à l'élection présidentielle, de gauche en majorité, ont présenté le 2 février leurs propositions en matière de logement. Plusieurs sujets sont revenus comme la construction de logements sociaux, l'encadrement des loyers ou la rénovation des passoires énergétiques.

L'exercice n'avait rien d'évident mais le grand oral organisé par la Fondation Abbé-Pierre a permis à une partie des candidats et candidates à l'élection présidentielle de parler – enfin – de logement.

À l'occasion de la présentation de son rapport annuel sur le mal-logement (*lire ici le compte rendu*), le 2 février, la Fondation Abbé-Pierre a convié les principaux candidat-es – sauf Éric Zemmour et Marine Le Pen – à décliner leurs propositions sur cet angle mort. Hasard du calendrier, au moment où la gauche s'exprimait sur le mal-logement, la droite et l'extrême droite devaient **sur les questions sécuritaires**. Deux salles, deux ambiances.

Plus tôt dans la matinée, Laurent Desmard, le président de la Fondation Abbé-Pierre, s'inquiétait de la prévalence des sujets autour de l'immigration et de

la sécurité. Et de l'absence de la question du logement dans le débat public, alors qu'il s'agit du premier poste de dépenses des Françaises et des Français.



Anne-Sophie Lapix et Jean-Luc Mélenchon le 2 février 2022 lors de l'oral organisé par la Fondation Abbé-Pierre. © Geoffroy VAN DER HASSELT / AFP

Avant d'écouter les propositions des candidat-es déclaré-es, le président de la République, toujours pas officiellement entré en campagne, a défendu son bilan lors d'un entretien vidéo avec le directeur délégué de la fondation, Christophe Robert.

Le *mea culpa* reste timide sur le manque d'élan dans la construction de logements sociaux – «*il n'y a pas eu d'effondrement*». Mais Emmanuel Macron reconnaît n'avoir pas «*réussi à aller suffisamment loin*». Le président a incriminé la crise sanitaire pour cette stagnation des constructions, et la «*pression migratoire*» pour l'amplification des besoins en matière d'hébergement d'urgence.

L'après-midi, Fabien Roussel pour le PCF, Anne Hidalgo pour le PS, Yannick Jadot pour EELV, Jean-Luc Mélenchon pour LFI, Christiane Taubira, et le LR Aurélien Pradié pour le compte de Valérie Pécresse se sont prêtés au jeu ; même s'il est difficile de briller à travers un sujet aussi technique, parfois rébarbatif et complexe à rendre «grand public».

Ils se sont donc succédé sur la scène du Palais des congrès à Paris devant une salle composée d'intervenant-es du logement social, de militant-es pour le droit au logement, de bénévoles de la fondation et de travailleuses et travailleurs sociaux. L'auditoire pouvait après chaque intervention donner une appréciation retranscrite dans un nuage de mots projeté sur grand écran.

Des convergences ont émergé entre les candidat-es de gauche sur la nécessaire rénovation énergétique des bâtiments. Toutes et tous se sont entendus sur l'encadrement des loyers et ont promis de l'étendre,

en insistant également sur le respect nécessaire de la loi de solidarité et de renouvellement urbains (SRU), qui impose aux communes un taux de construction de logements sociaux à hauteur de 25%.

La plupart des candidat-es se sont aligné-es sur l'objectif édicté par la Fondation Abbé-Pierre et ont promis de construire au minimum 150000logements sociaux par an, là où aujourd'hui environ 100000 ont été construits en 2021.

Dans le détail, et selon leur ordre de passage, les candidat-es ont rendu hommage au travail mené par la Fondation Abbé-Pierre, notamment sur les questions de pauvreté, y compris Aurélien Pradié, seul représentant de la droite.

Le communiste Fabien Roussel a tenté d'être aussi précis que possible. Il a promis de construire 175000logements pour les étudiant-es et les jeunes travailleuses et travailleurs sur le prochain quinquennat. Il entend aussi construire 200000logements sociaux par an pour desserrer la tension sur le marché et ainsi faire en sorte que *«le loyer ne représente pas plus de 20% des revenus d'un foyer»*.

Élu, il monterait à 30% l'objectif **de la loi SRU**, rappelant que la paternité de cette loi revient à un communiste, Jean-Claude Gayssot, ministre sous Lionel Jospin en 2000 au temps lointain de la gauche plurielle. Il renforcerait les sanctions en cas de non-respect de celle-ci.

Pêle-mêle, le chef de file du PCF a promis de rénover 500000logements. Il s'est démarqué de ses camarades en insistant longuement sur sa volonté de *«démétropoliser la France»*, c'est-à-dire permettre l'implantation de logements sociaux dans les territoires ruraux en *«les revitalisant»*. Pour ce faire, il souhaiterait y développer, entre autres, des services publics.

Christiane Taubira, qui vient de remporter la Primaire populaire, est apparue beaucoup moins à l'aise que ses camarades, refusant principalement de donner des objectifs chiffrés et expliquant qu'il y avait des réalités derrière les chiffres. La candidate a évoqué la nécessité pour l'État d'être plus volontariste: *«Je*

*prends l'engagement que l'État sera stratège sur le logement en définissant des lignes générales partout et que l'État travaillera avec les collectivités.»*

Après avoir dénoncé, comme les autres, le bilan du chef de l'État, elle a indiqué souhaiter encadrer les loyers et construire davantage de logements sociaux dont des PLAI familiaux, soit les logements dits très sociaux. Interrogée par la journaliste Anne-Sophie Lapix, qui animait ces présentations, sur la manière de s'y prendre, Christiane Taubira a évoqué la préemption et expliqué: *«Ce qui compte pour moi, c'est comment on crée les conditions pour que les constructeurs construisent davantage.»*

L'ex-ministre de la justice a fait part de son intention de revaloriser les APL et les minima sociaux et d'étendre la garantie des loyers impayés via la garantie Visale d'Action logement. Elle entend aussi imposer les rénovations thermiques. Christiane Taubira a fait du Christiane Taubira lorsque la journaliste a employé le terme «SDF». Au lieu de répondre sur le plan concret, l'impétrante a préféré corriger l'imprécision avec une touche de lyrisme: *«Je dis "personnes sans abri". L'importance des mots, c'est votre métier. Les mots peuvent être des glaives, des épées. Pour les personnes déjà en situation de fragilité dans la société, d'humiliation permanente en impouvoir de vivre, il faut faire attention à la façon dont on les nomme.»*

À sa suite et en contraste, la socialiste Anne Hidalgo est apparue à l'aise, s'appuyant de fait sur son expérience de maire de Paris, à laquelle elle n'a cessé de se référer, semblant oublier le caractère national de l'élection. Elle a fustigé le bilan *«désastreux»* d'Emmanuel Macron en matière de logement social. Pour elle, il faut évidemment construire 150000logements sociaux par an, dont 60000 logements très sociaux, conformément aux préconisations de la Fondation Abbé-Pierre.

Elle a promu son idée phare, le *«bouclier logement»* qui consiste à verser une allocation, complémentaire aux APL, aux personnes ou ménages éligibles lorsque la part du logement représentera plus de 30% de leurs revenus. Elle a aussi appelé de ses vœux que les travailleurs et travailleuses pauvres n'aient

plus «*de salaires de misère*» qui ne leur permettent pas de se loger. «*Une situation d'indignité totale.*» La maire de la capitale entend également généraliser l'encadrement des loyers dans les zones en tension, brandissant encore la «*réussite*» parisienne sur la question.

De son côté, Jean-Luc Mélenchon, détendu et à l'aise, a débuté en expliquant que son programme «*est inspiré à 95% de ce qu'écrit la Fondation Abbé-Pierre*» eu égard à la proximité intellectuelle que le candidat LFI revendique avec l'organisme.

Son programme est clair, il souhaite s'attaquer au «*chaos*» de l'immobilier et «*bloquer toutes les logiques de marché qui conduisent à créer la pénurie et jeter des gens dehors pour que d'autres puissent accumuler*». Une sortie qui lui a valu les rares applaudissements de l'après-midi.

Pour parvenir à cet objectif ambitieux, Jean-Luc Mélenchon entend construire 200000 logements sociaux par an, davantage que les objectifs de la Fondation Abbé-Pierre. Il souhaite que la plupart d'entre eux soient très sociaux et destinés «*en urgence*» et «*en priorité aux plus pauvres*».

Questionné par Manuel Domergue, directeur des études de la fondation, sur la mise en œuvre concrète de ce projet, le candidat insoumis a préféré cabotiner quelques instants. «*On prend un terrain, on arrive avec un plan*», puis explique: «*Des sous, y en a partout, ce n'est pas l'argent le problème...*»

Le candidat espère donner naissance à une «*sécurité sociale du logement*», soit une garantie universelle des loyers financée par une caisse de cotisation alimentée par un prélèvement de 2,5% sur les loyers. Jean-Luc Mélenchon souhaite généraliser l'encadrement des loyers – aujourd'hui circonscrit à quelques villes seulement – mais à 20% au-dessous du loyer médian, et non 20% au-dessus, comme aujourd'hui. «*Un 14m<sup>2</sup> à Paris loué à 800 euros, moi, j'appelle ça une honte, pas un prix médian.*»

Enfin, le candidat insoumis a vanté son plan «*Zéro SDF*» d'ici à 2027. Doté de 3,7 milliards d'euros, il consiste à revaloriser les salaires des travailleuses et

travailleurs sociaux, à ouvrir 80000 places en pension de famille et pouvoir s'appuyer en cas de besoin sur les hôtels. Sur scène, Manuel Domergue, de la Fondation Abbé-Pierre, a demandé au candidat pourquoi ne pas plutôt soutenir la politique de logement d'abord. Elle permet d'avoir un logement pérenne – l'un des moments où le candidat a légèrement perdu de son assurance.

### Des avancées culturelles

Le représentant d'EELV Yannick Jadot a commencé son intervention par un symbole en souhaitant en cas d'élection remplacer le ministère du logement par un ministère du droit au logement. Car «*il conditionne tous les autres droits*». L'écologiste a ensuite insisté sur la nécessité de la rénovation thermique pour lutter contre la précarité énergétique et les divers maux en découlant. Cela en investissant dix milliards d'euros par an.

Il a promis de construire 150000 logements sociaux. Il entend monter le taux de la loi SRU à 30%, quintupler les pénalités en cas de non-respect et contraindre l'État à se substituer aux maires défaillants. Il aimerait imposer un «*ISF climatique*». Son idée la plus originale étant sa volonté de transformer des bureaux en logements sociaux «*pour redensifier les villes avec des habitations*».

Enfin Aurélien Pradié, pour le compte de Valérie Pécresse, a défendu la décentralisation des compétences en matière de politique du logement. Il a surtout insisté sur la nécessité de travailler sur «*les moyens donnés à chacun de payer son loyer, plutôt que de payer leur loyer*» et accorder «*un droit au logement prioritaire aux travailleurs de première ligne, comme il en existe pour certaines professions ou sur les femmes victimes de violences*».

Si la candidate promet de faire construire 125000 logements sociaux par an, elle rejette l'encadrement des loyers car «*cela ne fonctionne pas et contribue à la spéculation*».

Interrogé par Mediapart, à l'issue des prestations des candidat-es, Christophe Robert, de la Fondation Abbé-Pierre, refuse de les «*noter*». Il se satisfait que la

plupart se soient pliés à l'exercice et l'aient «*tous pris au sérieux*». Pour lui, cet oral les «*a forcés à s'intéresser au sujet et à le travailler*».

Par ailleurs, il est important pour la fondation de conserver des traces de ces engagements afin de pouvoir les confronter à la réalité. Le délégué général

se félicite des «*avancées culturelles*» qui ont permis de voir s'imposer des thèmes comme «*la question écologique intégrée par la plupart, l'encadrement des loyers ou le logement social*».

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.